

Note de recherche
Le Baromètre de la confiance politique / Vague 12

Février 2021

REFUSER LA VACCINATION : ANALYSE D'UNE PASSION FRANÇAISE

Virginie Tournay

Directeur de recherche CNRS

virginie.tournay@sciencespo.fr

Se faire vacciner contre le coronavirus est loin d'être une attitude solidement acquise et unanimement partagée. La population réfractaire à la vaccination se caractérise par une défiance interpersonnelle et institutionnelle élevée. Son rapport au politique est marqué par un affaiblissement de la démocratie représentative et par une tentation populiste. Cette attitude est associée à une perte du sentiment d'appartenance à la communauté nationale sans pour autant révéler un attachement à d'autres valeurs communautaires. Aussi, il n'y a pas de contre-appartenance ou de contre-modèle social justifiant le refus vaccinal mais plutôt des attitudes individuelles qui se superposent sans rattachement à un quelconque passé ou à un collectif partagé. On est ici plus proche d'une nation vécue comme un cadavre exquis que du modèle d'une France-archipel : analyse d'une passion française.

Se faire vacciner contre le coronavirus est loin d'être une attitude solidement acquise et unanimement partagée par la population. Sur la base des 2107 individus interrogés, si on retire les 1% déjà vaccinés au moment du sondage, seule une petite moitié (48%) des répondants envisagent de se faire vacciner : 29% de l'échantillon total en ont la ferme intention (les « *oui, certainement* », dénommés ici Pro+Vacs), et 19% s'y projettent de façon probable (les « *oui, probablement* », dénommés ici ProVacs). Dès lors, il nous revient d'examiner le front majoritaire de la population marqué par la défiance et les variables impliquées. Plutôt que d'étudier ce comportement réfractaire sous l'angle du seul rapport à la science et aux scientifiques, la présente note analyse le niveau de confiance accordé par cette courte majorité aux relations interpersonnelles et aux institutions politiques. Le principe de la vaccination a été longtemps considéré comme un acquis indiscutable tant pour l'histoire de la médecine que pour le progrès social. Sans avoir la prétention d'expliquer les raisons de cette désaffection, les résultats mettent en avant les ressorts politiques de cette passion française.

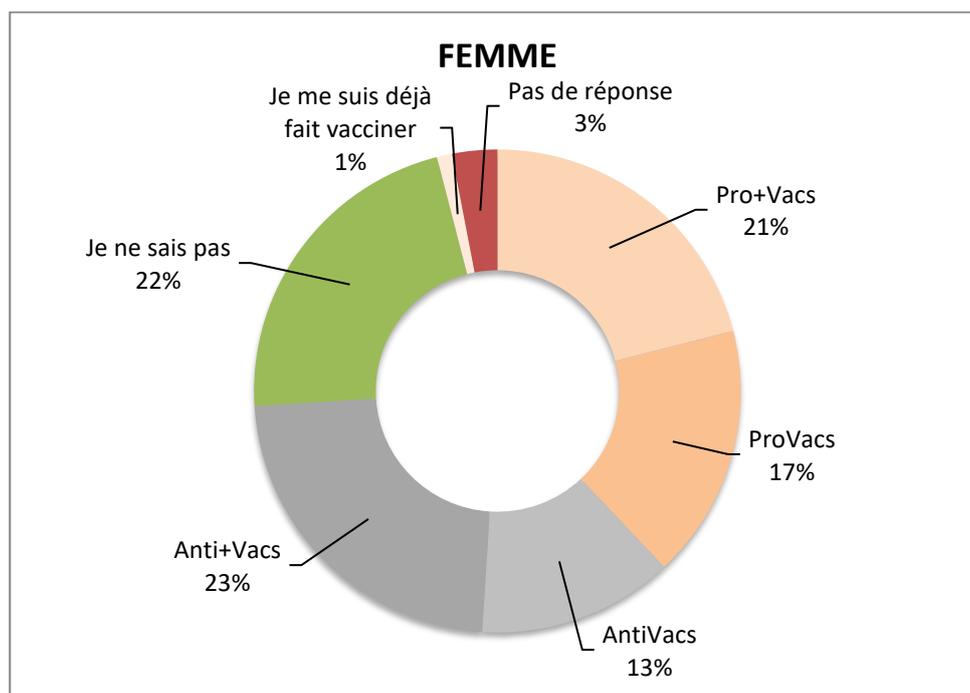
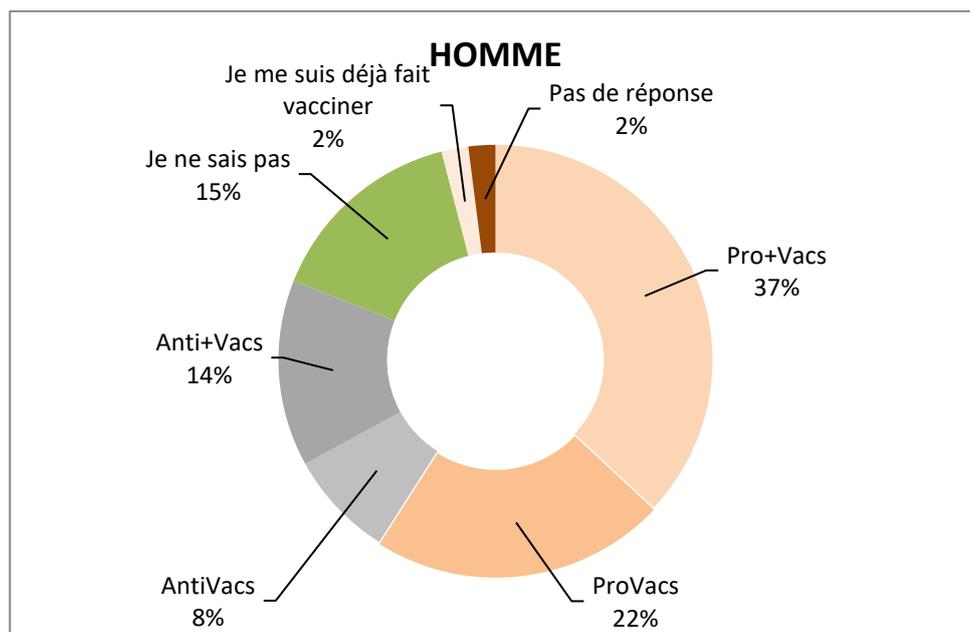
1. Composition sociodémographique des réfractaires à la vaccination

La population réfractaire à la vaccination est structurée en deux grands ensembles. Le premier comprend ceux qui n'ont pas l'intention de se faire vacciner (30% de l'échantillon total) : 19% prononcent un refus catégorique (les « *non, certainement* », dénommés ici Anti+Vacs) et 11% ne prévoient pas de le faire (les « *non, probablement* », dénommés ici AntiVacs). Le second regroupe la catégorie hétérogène des indécis à 19%.

1.

L'analyse de cette partition homme/femme nécessite de prendre en compte les autres variables sociodémographiques où les femmes peuvent également être surreprésentées. On observe en effet que la distribution sociale n'est pas homogène. Aussi, il faut se garder de conclure mécaniquement à des différences d'attitude vaccinale en raison de l'appartenance sexuelle.

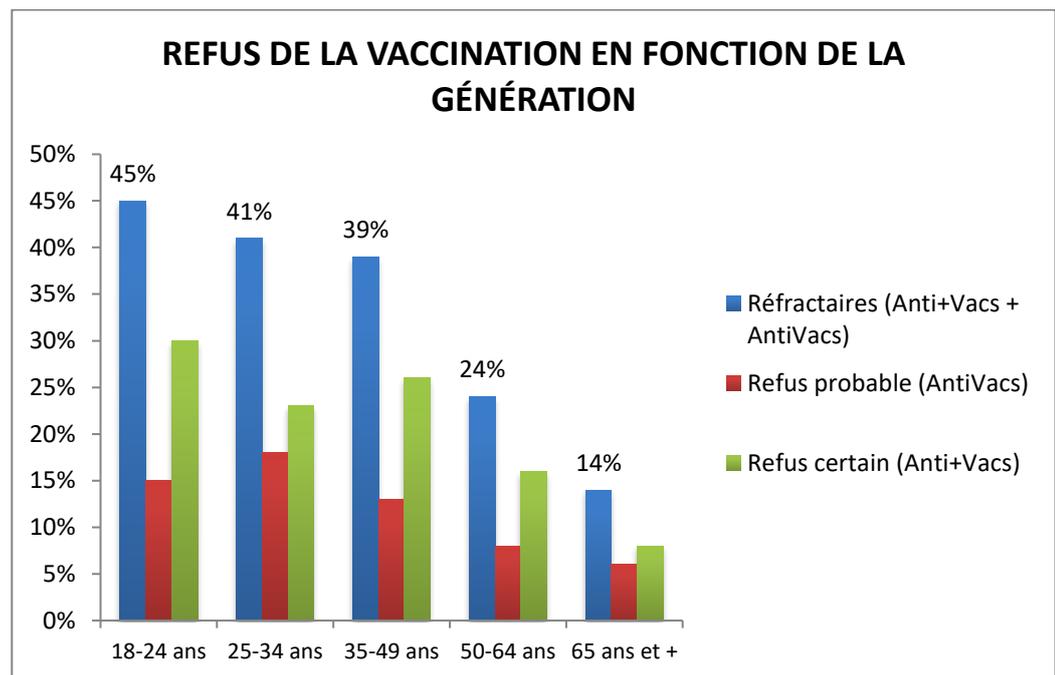
L'appartenance sexuelle fait ressortir des différences dans l'attitude vaccinale¹. Plus d'un tiers des femmes s'oppose (et près d'un quart de façon radicale) à l'idée de se faire vacciner, contre un peu plus d'un homme sur cinq.



La catégorie socio-professionnelle et le niveau d'étude sont également discriminants : les ouvriers, les employés et les artisans sont les plus réticents (38%) et les plus hésitants (26%) face aux professions libérales et intermédiaires (réticents de 23 à 29%, et hésitants à 16%). Les diplômés sont moins réfractaires à la vaccination (24% contre 35% pour les sans diplômes).

La crainte de se retrouver au chômage et la dégradation de la situation économique au sein du foyer sont des facteurs qui interviennent défavorablement dans l'intention de se faire vacciner. C'est également le cas de la densité urbaine puisque 25% des habitants de l'agglomération parisienne et 33% des répondants de communes rurales refusent de se faire vacciner.

La variable générationnelle fait apparaître de fortes différences. En effet, la proportion de réfractaires diminue fortement avec l'âge comme cela est illustré avec le tableau ci-dessous. Pour comprendre l'adhésion vaccinale des « 65 ans et + », il faut tenir compte de la conscience plus marquée des vulnérabilités corporelles liées au vieillissement, mais surtout de l'importance accordée par cette génération de l'après-guerre à la vaccination dans le progrès social. L'immunité collective générée par l'inoculation en fait un outil préventif de santé au service de l'intérêt général. Pour ce segment de la population, le vaccin est directement associé à une mission civique. Dans le front du refus, la jeune génération est à l'inverse très présente : elle concerne 45% des 18-24 ans et 30% de cette classe d'âge y sont radicalement opposés. Ce résultat est l'un des plus nets de l'enquête : l'attitude vaccinale est un effet direct de l'âge.



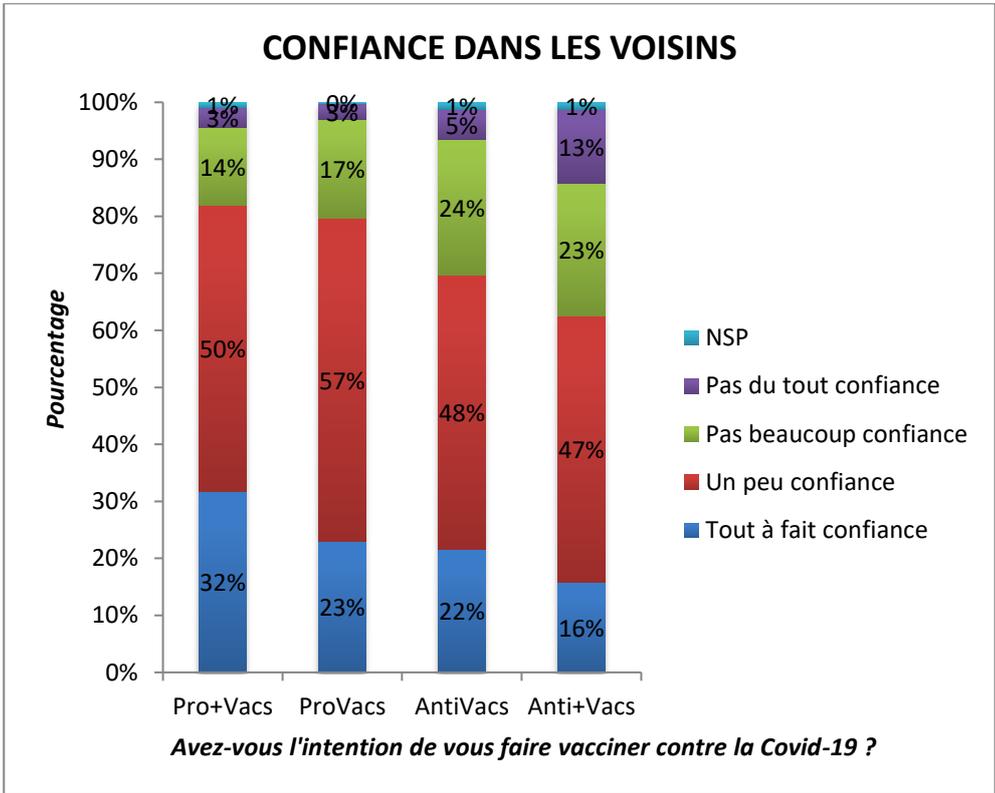
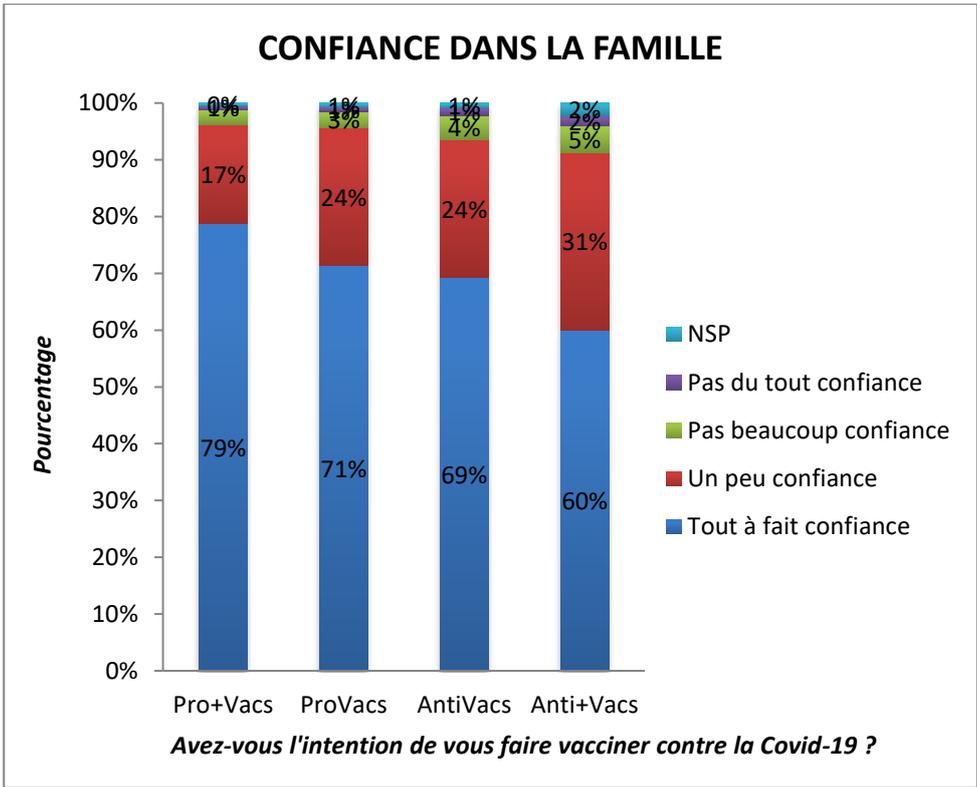
À cette variable générationnelle, il faut ajouter la proximité politique partisane. On retient que les sympathisants de l'extrême gauche (41% d'entre eux) et près de la moitié des interrogés du Rassemblement national (47%) sont les plus réticents à se faire vacciner. Les électeurs de Marine Le Pen aux dernières élections présidentielles sont trois fois plus nombreux que ceux d'Emmanuel Macron ou de François Fillon à ne pas souhaiter aujourd'hui se faire vacciner. Cette variable partisane intervient également dans la proportion d'indécis, plus marquée chez les répondants politiquement éloignés du clivage gauche-droite, ou déclarant combiner des valeurs, tant de gauche que de droite. L'hésitation

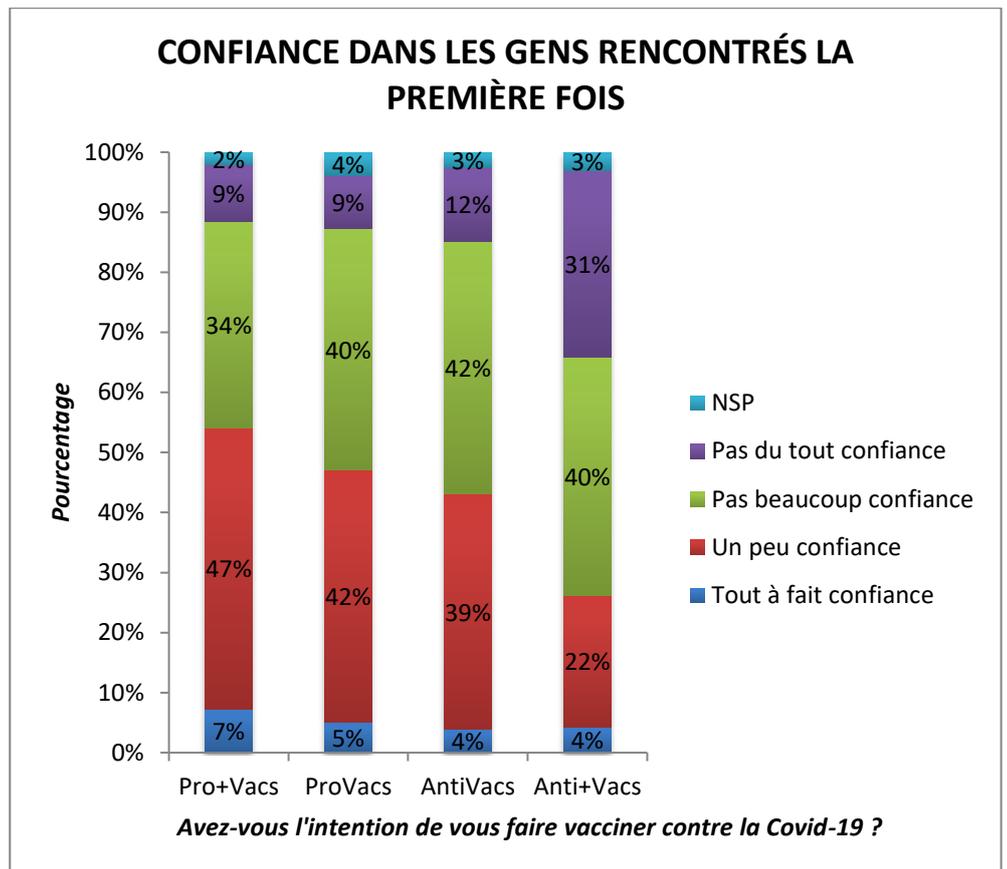
vaccinale avoisine le quart des répondants. Il en est de même pour les interrogés s'étant abstenus aux précédentes élections présidentielles, ou à distance des préférences partisans. De manière globale, la proportion des indécis répond, de manière atténuée, aux mêmes variables que celle des opposants à la vaccination. Une différence notable porte sur les générations concernées : la tranche d'âge médiane (35-49 ans) est davantage en proie au doute vaccinal.

Les caractéristiques sociodémographiques des réfractaires à la vaccination justifient de regarder plus précisément le rapport des répondants au système politique. Elles nous fournissent déjà un enseignement : ce comportement réticent n'est pas réductible à une incompréhension ou à une méconnaissance des qualités thérapeutiques dont a pu faire preuve ce médicament biologique au cours de l'histoire. La compétence collective n'est pas ici en cause. Aussi, la volonté politique de faire intervenir des experts pour vulgariser les principes de la vaccination ou son efficacité ne peut suffire à réduire la défiance dont ce biomédicament est l'objet. L'attitude vis-à-vis de la vaccination est indissociable de la façon dont le répondant se positionne dans la société, dans ses relations à autrui (1) et dans son rapport aux institutions (2). Elle témoigne d'une perte du sentiment d'appartenance à la communauté nationale sans pour autant révéler un attachement à d'autres valeurs communautaires (3). Pour les réfractaires à la vaccination, l'unité nationale se rapproche davantage d'un cadavre exquis que d'une France « archipelisée ».

2. De la méfiance dans les relations à autrui : une sociabilité altérée

Les réfractaires à la vaccination ont un rapport de confiance interpersonnelle altéré comme le montrent les trois tableaux ci-dessous. Les cercles intimes et familiaux sont concernés avec un écart marqué entre les répondants ayant l'intention ferme de se faire vacciner et ceux qui s'y opposent totalement (79% pro+Vacs ont tout à fait confiance en leur famille contre 60% anti+Vacs ; 17% pro+Vacs n'ont pas beaucoup confiance contre 31% anti+Vacs). L'écart s'accroît encore lorsqu'il s'agit du voisinage. La confiance diminue tandis que la défiance s'affirme plus nettement entre les deux catégories de répondants précitées : 3% pro+Vacs n'ont pas du tout confiance en leur voisin contre 13% anti+Vacs ; 14% pro+Vacs n'ont pas beaucoup confiance contre 23% anti+Vacs. La défiance est encore accrue lorsqu'il s'agit de gens rencontrés la première fois (9% pro+Vacs n'ont pas du tout confiance contre 31% anti+Vacs).





3. De la méfiance vis-à-vis des institutions : un retrait civique

Les institutions scientifiques

2.
Cette question a été adressée à 50% de l'échantillon global.

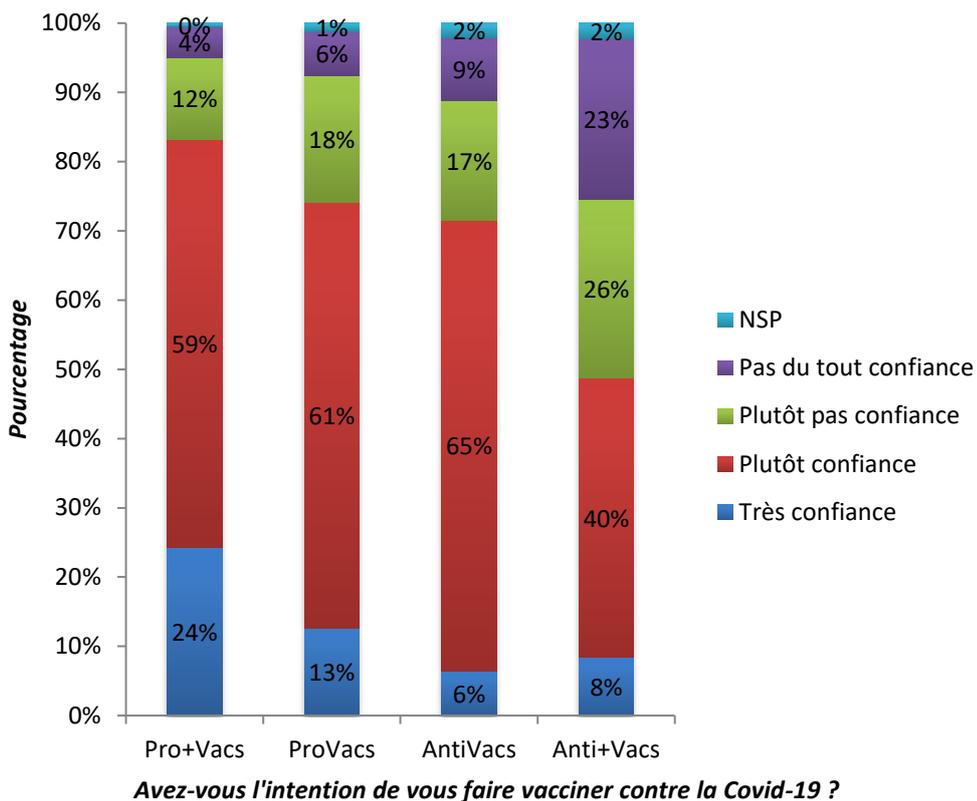
Comme on pouvait l'anticiper, les répondants² qui refusent de se faire vacciner présentent une défiance élevée vis-à-vis de la science et des scientifiques ; le contraste est accentué chez les plus radicaux (95% pro+Vacs ont plutôt/tout à fait confiance dans la science contre 55% anti+Vacs ; 4% pro+Vacs ont plutôt pas/pas du tout confiance contre 42% anti+Vacs). La défiance vis-à-vis des scientifiques concerne près de la moitié des répondants anti+Vacs.

Les institutions régaliennes

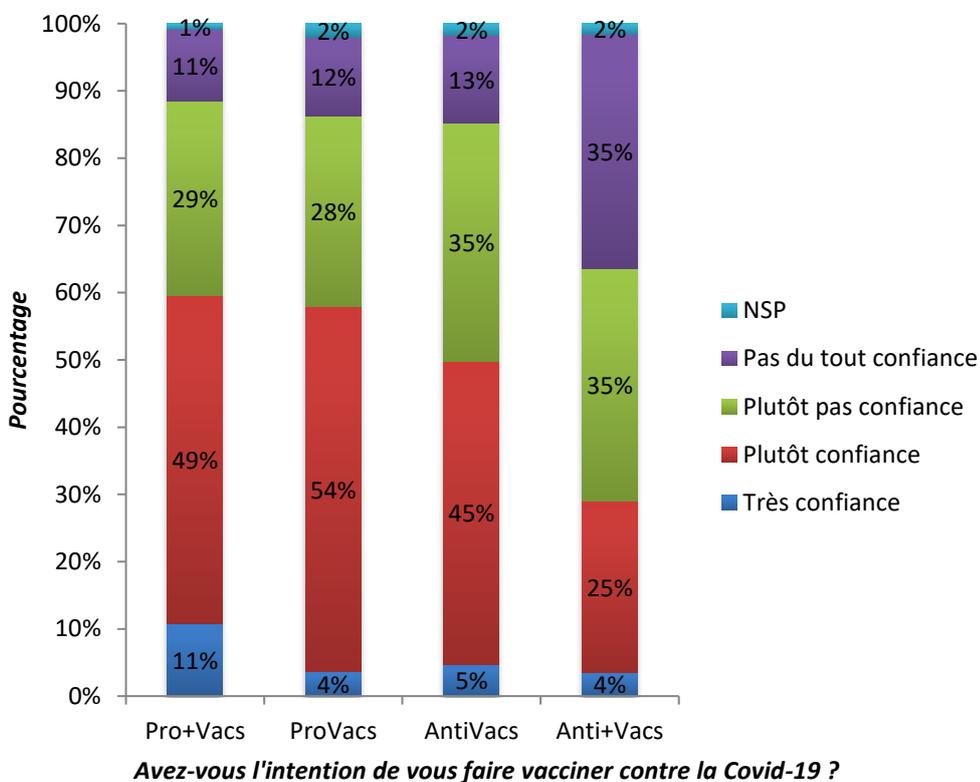
3.
Dans le cadre de ce baromètre, la question n'a pas été posée pour la justice et pour l'armée.

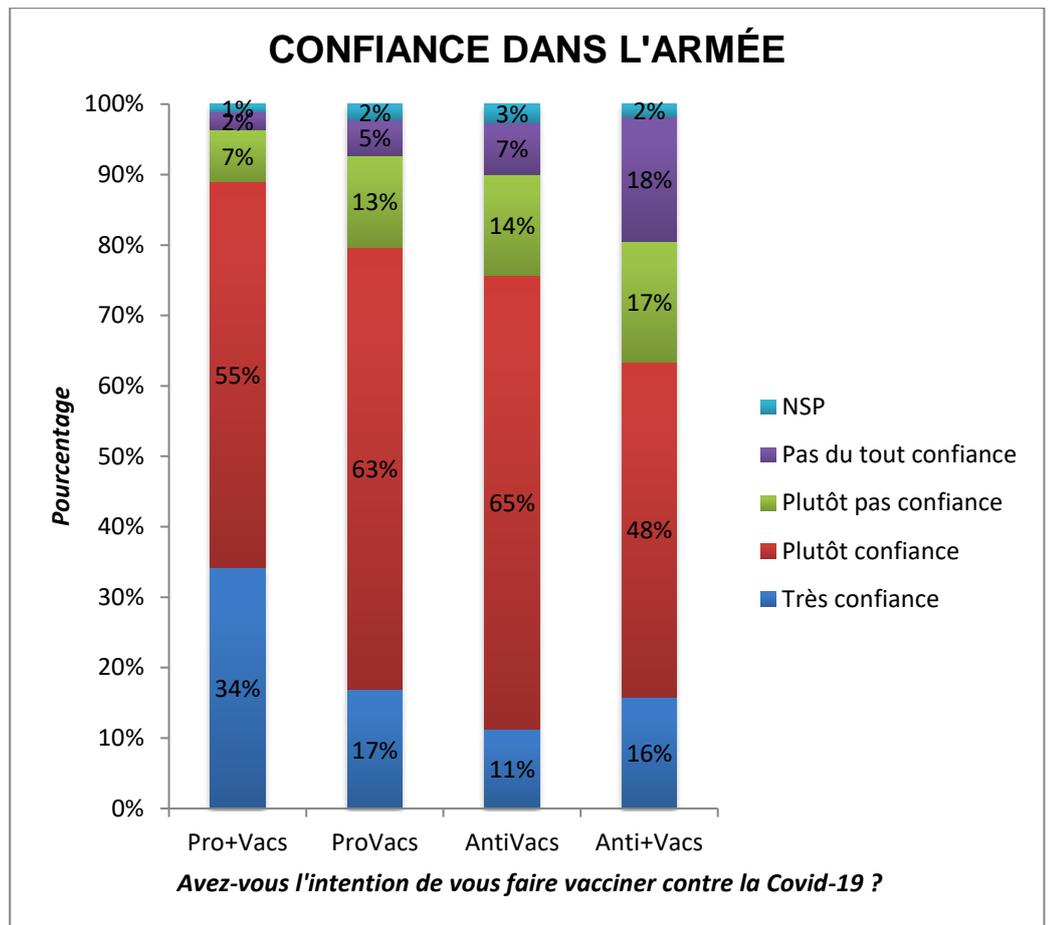
Le front du refus de la vaccination est marqué par une défiance accrue envers les fonctions régaliennes de l'État. La police, la justice et l'armée sont directement concernées comme le montrent les trois tableaux ci-dessous. S'il est ici question de défiance institutionnelle (« confiance »), le Baromètre relève également une défiance interpersonnelle (« trust ») vis-à-vis de la police³. Ainsi, à la question suivante : « Diriez-vous que la police est honnête ? », les pro+Vacs sont 85% à le penser (12% contre) tandis que les anti+Vacs ne sont plus que 54% (43% contre).

CONFIANCE DANS LA POLICE



CONFIANCE DANS LA JUSTICE

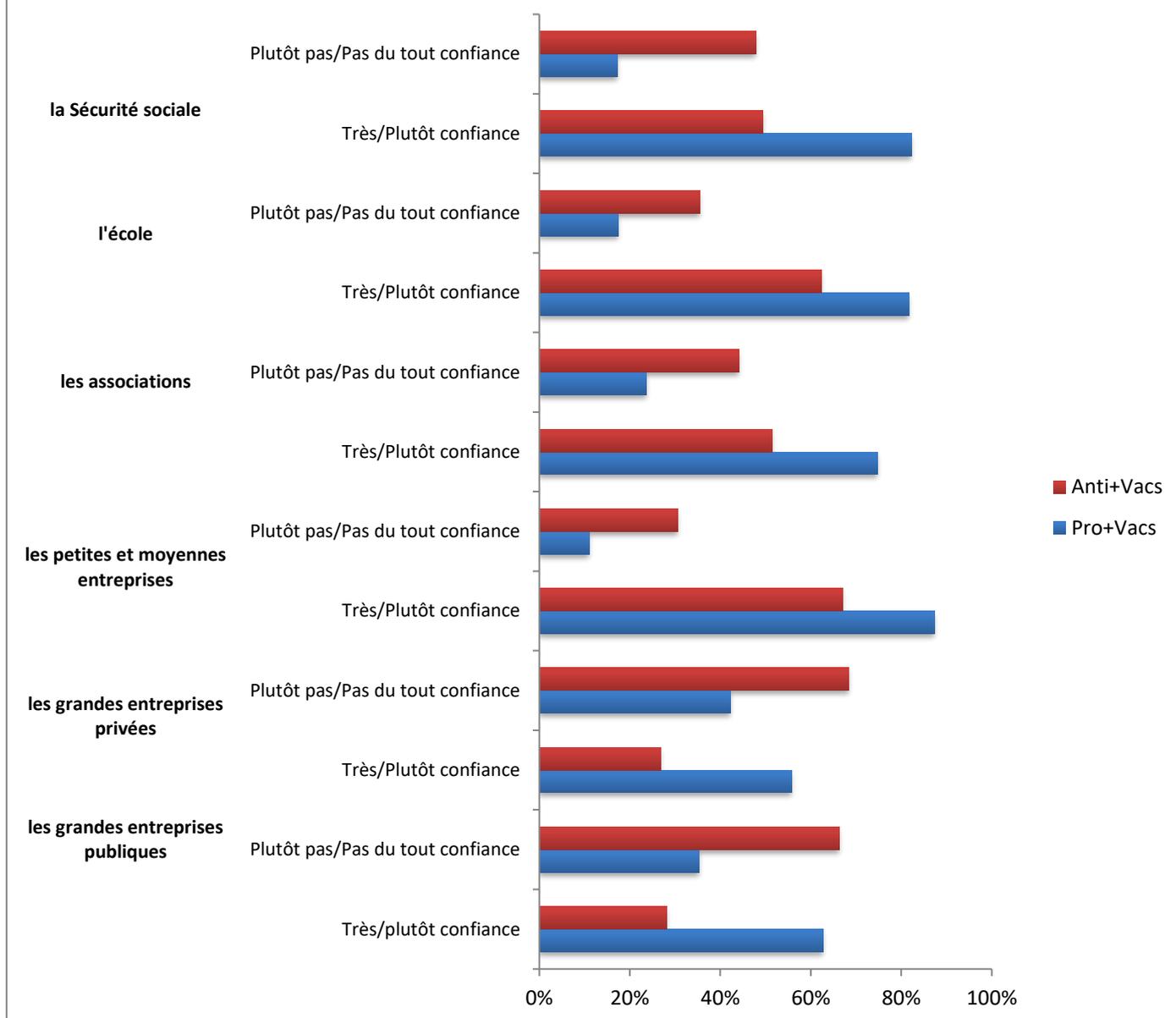




Les institutions publiques et privées

Les anti+Vacs manifestent une défiance plus marquée que les pro+Vacs vis-à-vis des institutions publiques comme privées. La figure suivante en donne l'illustration. La défiance concerne les grandes entreprises (plus de 65% anti+Vacs contre 40% pro+Vacs), les petites et moyennes entreprises (plus de 30% contre 10%), les associations (45% contre 24%) et l'école (36% contre 17%) et la sécurité sociale (près de 50% contre 17%). Les institutions de l'État providence ne sont pas épargnées.

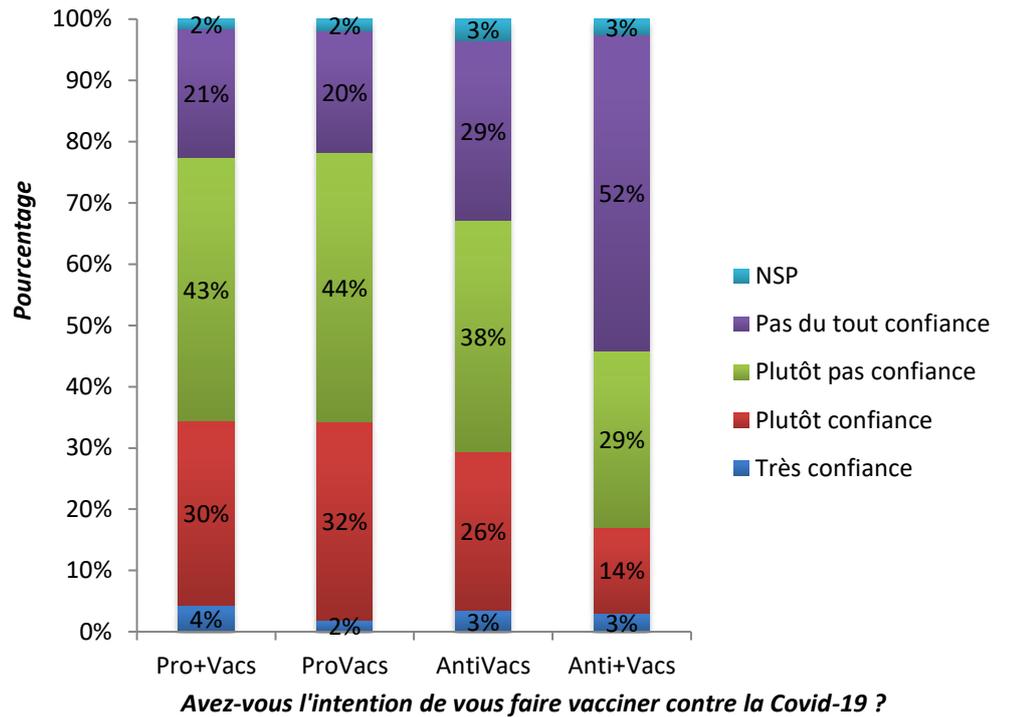
LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS



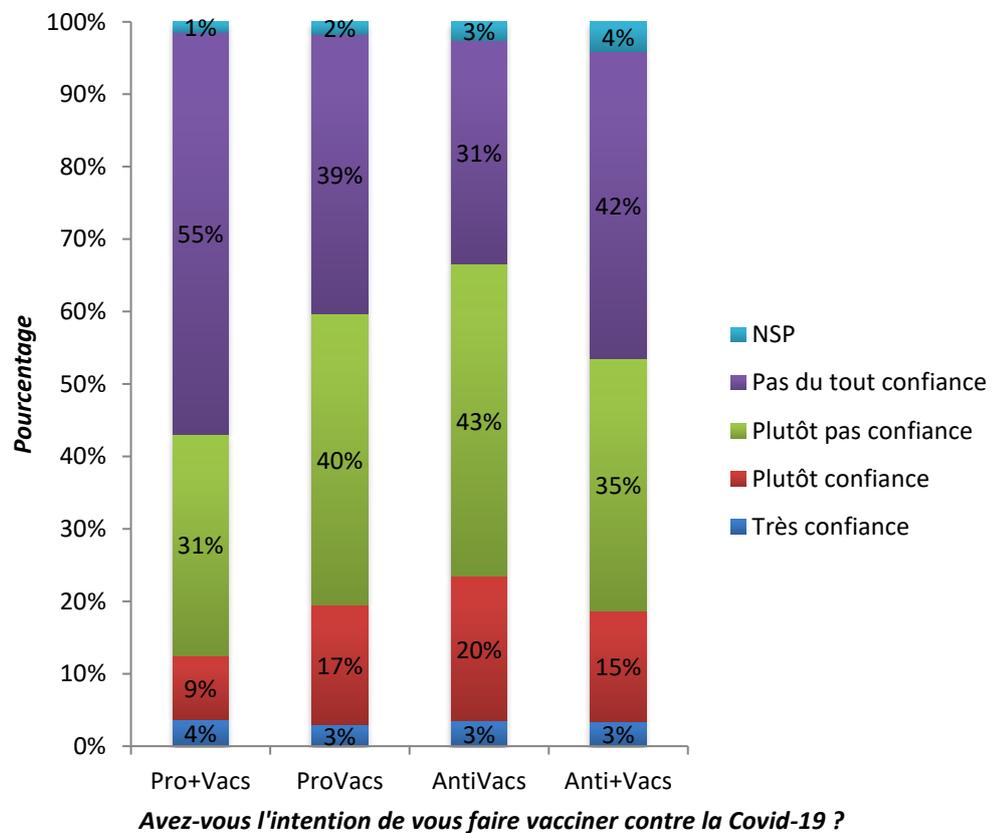
Les médias

La confiance dans les médias est également altérée chez les opposants à la vaccination, elle décroît en fonction de l'intensité du rejet. L'analyse de la confiance dans les médias non traditionnels, comme les réseaux sociaux est instructive. Le niveau de défiance est moins marqué pour les antiVacs que pour les proVacs et les pro+Vacs. Ces nouveaux médias diffusent sans filtre tous les communiqués autour de la vaccination y compris ceux mettant en doute son efficacité. On peut supposer que la population des antiVacs est plus sensible aux messages véhiculés par ce canal. Cela pourrait ainsi expliquer en partie leur réticence à aller se faire vacciner sans pour autant en avoir la conviction absolue. Pour les anti+Vacs, la défiance envers les réseaux sociaux est significative tout en étant un peu moins marquée que pour les pro+Vacs. Le rejet absolu de la vaccination étant associé à une forte défiance institutionnelle et interpersonnelle, il est permis de considérer que les réseaux sociaux, moins stigmatisés que les médias officiels pour ces répondants, s'inscrivent néanmoins dans un tableau général de suspicion.

CONFIANCE DANS LES MÉDIAS



CONFIANCE DANS LES RÉSEAUX SOCIAUX



3. Le rejet de la vaccination ou la recherche d'un autre modèle de société

Le rapport au politique

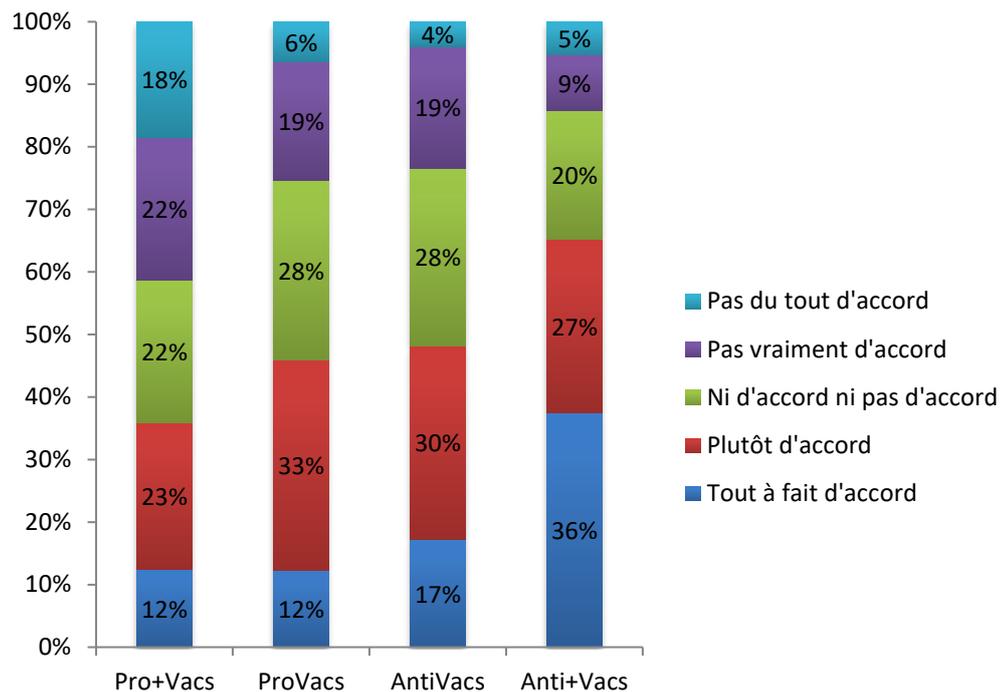
Sur le front du rejet, le rapport au politique des anti+Vacs et des antiVacs doit être distingué. Les plus réticents à se faire vacciner ont davantage le sentiment que leurs opinions ne comptent pas aux yeux des responsables politiques, et la certitude que ces derniers « parlent trop et n'agissent pas assez ». Ils sont également près de 75% à estimer que le gouvernement n'a pas fait confiance aux français pour combattre la crise sanitaire (contre 51% antiVacs). On observe des attentes chez les anti+Vacs difficiles à concilier sur un plan politique : une demande accrue d'être considéré et un déficit d'intervention politique.

On retient une différence de nature et pas simplement de degré entre les pro+Vacs et les proVacs. L'adhésion de cette première catégorie aux fondamentaux de la démocratie représentative est solidement acquise ; l'intention probable, non consolidée des proVacs de se faire vacciner, s'accompagne d'une diminution légère mais significative de cette adhésion. En effet, ce sont principalement les Pro+Vacs qui rejettent l'idée que « l'armée puisse diriger le pays » (87%), les proVacs le déclarent à 77%, les antiVacs à 70% et les anti+Vacs à 68%. Ils sont 95% à plébisciter « un système politique démocratique avec un parlement élu qui contrôle le gouvernement ». Le pourcentage descend progressivement : 87% proVacs ; 83% antiVacs ; 77% anti+Vacs. Une confiance vaccinale incomplète va de pair avec un affaiblissement de l'adhésion dans la démocratie représentative

Un affaiblissement de la démocratie représentative et la tentation du populisme

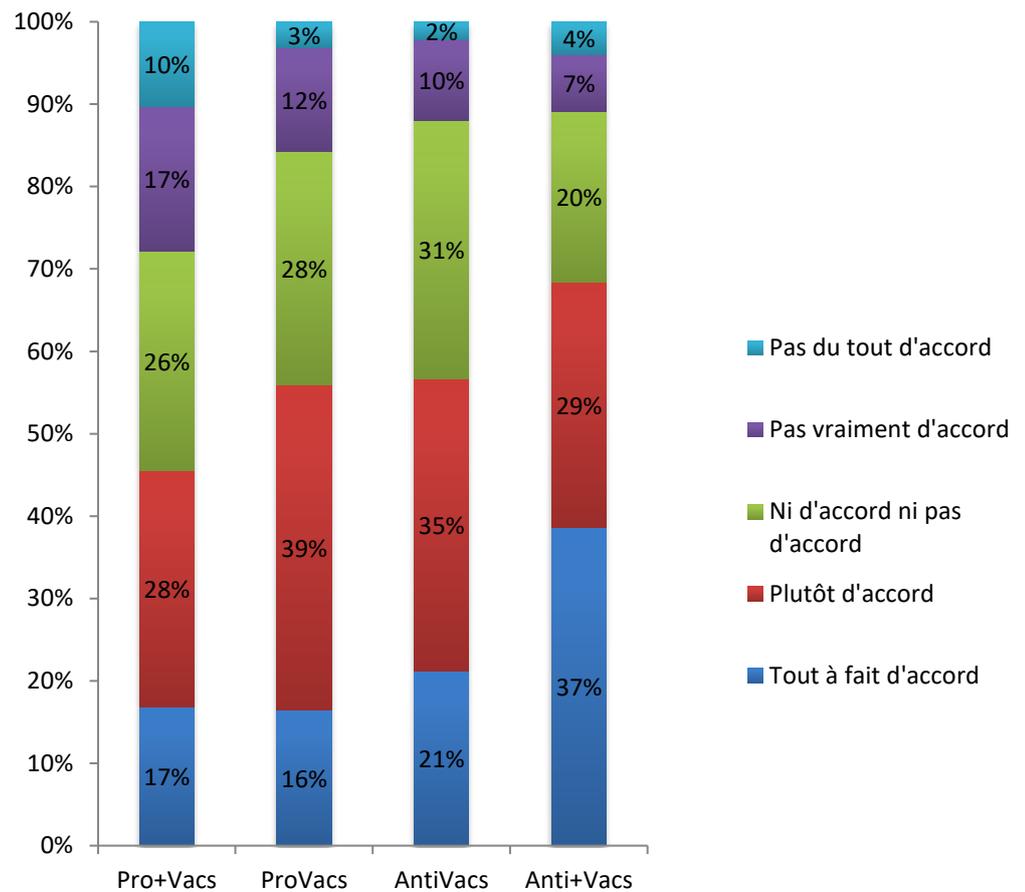
Les résultats présentés dans les deux tableaux ci-dessous mettent en lumière une association significative entre le rejet radical de la vaccination et la sensibilité au populisme. Ainsi, 63% des répondants anti+Vacs considèrent qu'il revient au peuple et non pas aux responsables politiques de prendre les décisions politiques les plus importantes (contre 47% antiVacs ; 45% proVacs ; 35% pro+Vacs). De même, 66% préféreraient être représentés par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel (contre 56% antiVacs et proVacs ; 45% pro+Vacs).

PEUPLE ET DÉCISION POLITIQUE



C'est le peuple, et pas les responsables politiques, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes ?

PEUPLE ET REPRÉSENTATION POLITIQUE



Je préférerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel ?

4.

Cette formule fait référence au jeu pratiqué par les surréalistes qui consiste à commencer une phrase et à la faire terminer par d'autres sans tenir compte des précédents ajouts, ni de ce qui suivra.

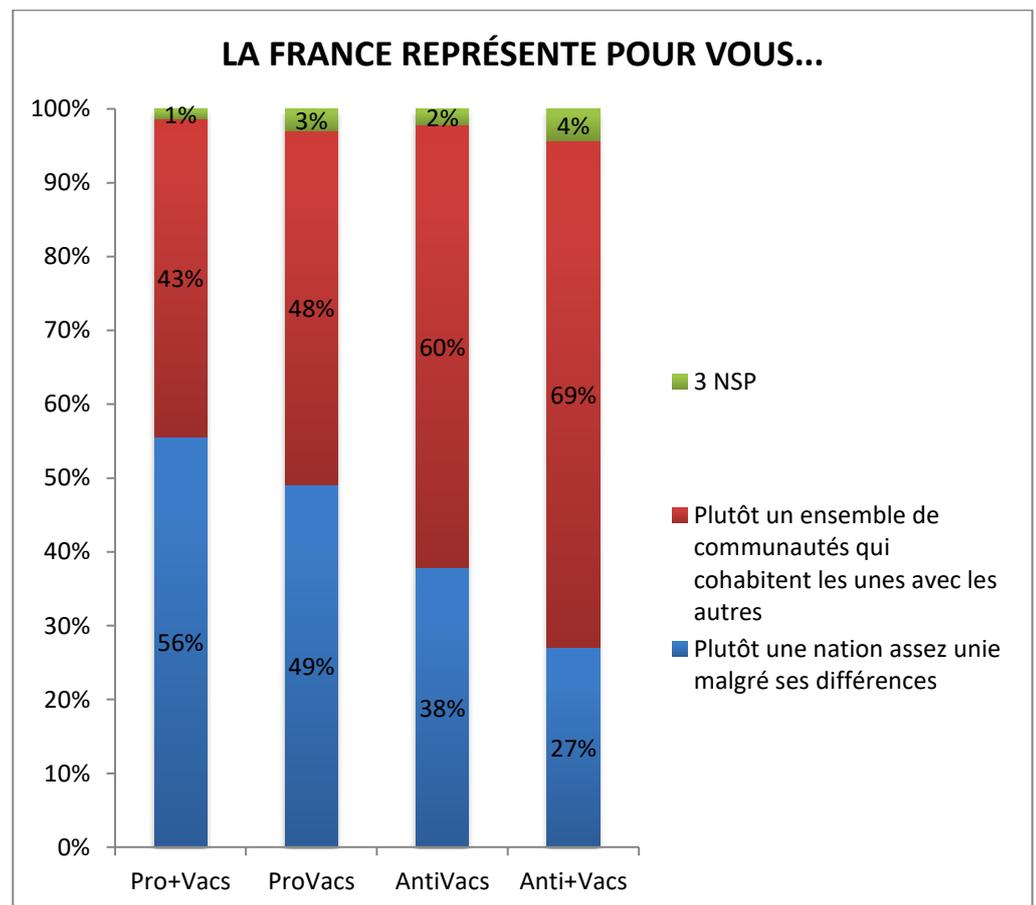
La nation : un cadavre exquis⁴ ?

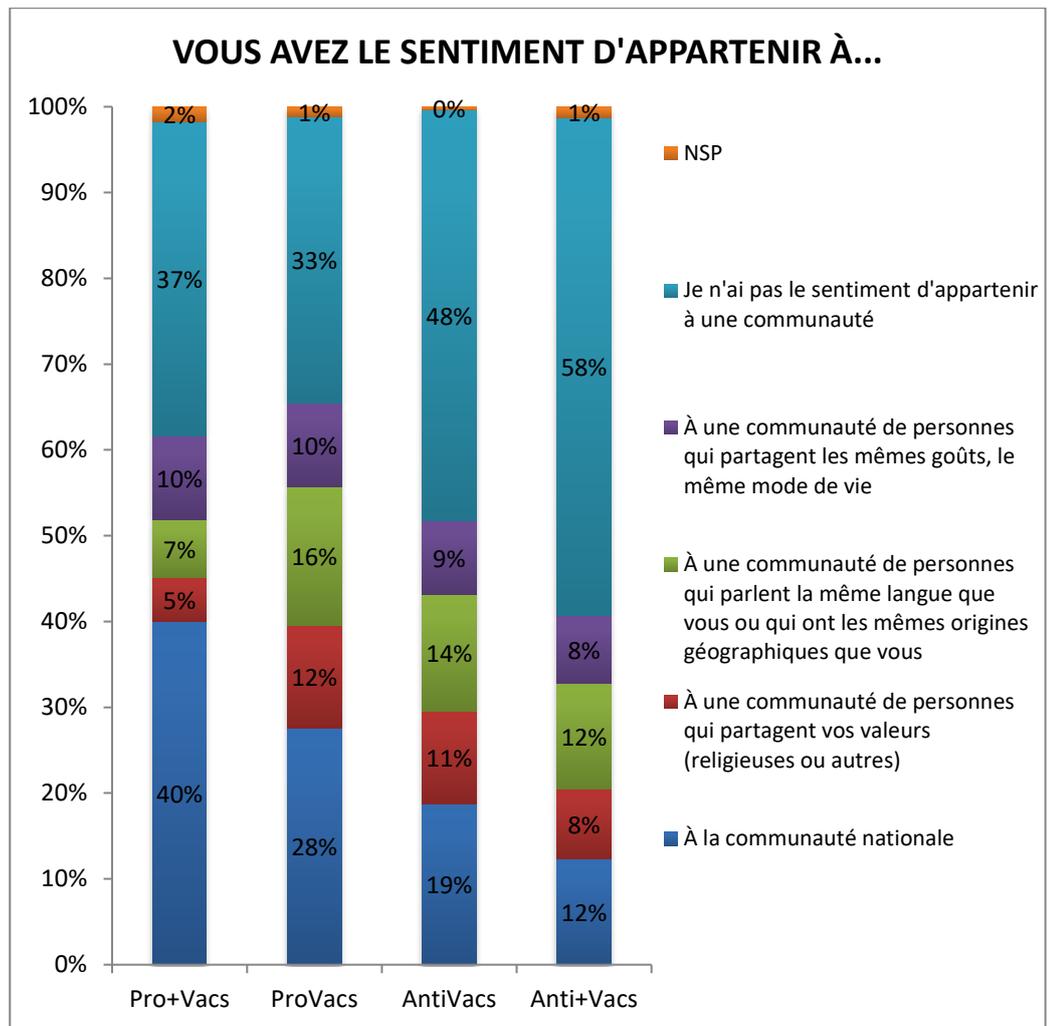
Pour ce segment de population qui regroupe les tenants d'une adhésion incertaine à la vaccination, et ceux qui la rejettent de façon plus ou moins radicale, c'est avant tout le principe de l'unité nationale qui est mis à mal. Considéré jusqu'à ces dernières années comme un outil incontournable de notre héritage médical pour répondre aux maladies infectieuses, la vaccination symbolisait un principe civique d'immunité collective. Les explications fréquemment rapportées dans les médias pour rendre compte de son rejet se basent sur l'idée d'une indifférence, voire d'un oubli historique des bienfaits collectifs de cette médication par les jeunes générations. Les résultats du baromètre nous suggèrent d'effectuer un pas de côté par rapport à cette interprétation. Le ressort de ces attitudes réfractaires est peut être à rechercher du côté d'un désamour du principe même de l'unité nationale. Les Français mobilisent de moins en moins ce mythe fédérateur. On peut poser l'hypothèse que le désaveu global de la vaccination est lié à la remise en cause de l'idée de communauté nationale. En effet, seul 27% des anti+Vacs adhèrent à l'idée que la France représente « *une nation assez unie malgré ses différences* » (contre 56% pro+Vacs). 69% y voient un « *ensemble de communautés qui cohabitent les unes avec les autres* ». Si ce pourcentage tombe à 43% pour les pro+Vacs, sa valeur témoigne néanmoins d'un profond clivage autour de la perception de l'unité nationale.

5.

Au contraire, les communautés intégrées au grand récit de la communauté nationale témoignent d'une plus forte adhésion vaccinale. Ainsi, les catholiques pratiquants qui fréquentent régulièrement un office religieux ont davantage l'intention de se faire vacciner que la population générale. En revanche, l'adhésion vaccinale est plus faible chez les musulmans.

L'affaiblissement tendanciel du mythe républicain chez les anti+Vacs n'est pas remplacée par un mythe communautaire comme le suggère le tableau ci-dessous où sont testées différentes manières d'envisager ce qui réunit les hommes entre eux. En effet, la perte du sentiment d'appartenance nationale chez les anti+Vacs (12% contre 40% pour les pro+Vacs) est remplacé par celui de « *n'appartenir à aucune communauté* » (58% contre 37% pour les pro+Vacs). Les valeurs religieuses, le partage d'un style de vie, d'une langue commune ou d'une origine géographique n'interviennent pas comme variables discriminantes dans les attitudes face à la vaccination. Aussi, les représentations politiques des réfractaires rejoignent davantage le modèle d'une unité communautaire pensée comme un cadavre exquis que celui d'une France « archipelisée » si bien décrit par Jérôme Fourquet. Il n'y a pas de contre-appartenance ou de contre-modèle social justifiant le refus vaccinal⁵, mais plutôt des attitudes individuelles qui se superposent sans rattachement à un quelconque passé (récit national, revendications mémorielles) ou à un collectif partagé (fidélité institutionnelle, confiance dans la science). La projection dans l'avenir est également réduite comme le révèle la principale raison donnée par les réfractaires à la vaccination : « on n'a pas assez de recul sur la maladie et le vaccin ».





La réponse politique face au désaveu du programme vaccinal par un front important de la population française reste un défi. Elle ne relève pas de la communication scientifique, ni même d'une sensibilisation civique à une couverture vaccinale plus étendue de la population. L'obstacle se concentre avant tout sur la défiance vis-à-vis des institutions politiques, y compris vis-à-vis de celles incarnant l'État providence. Il renvoie également à la politique symbolique, au grand mythe structurant l'unité nationale. Avec une nation vécue comme un cadavre-exquis, il n'y a plus de référents historiques ou de collectifs suffisamment fédérateurs pour en appeler à l'intérêt général. L'information « officielle » est peu efficace, il reste à miser sur la proximité des corps intermédiaires. Pour l'objet de cette note, les prescripteurs ; du pharmacien au cabinet du médecin, sont en première ligne. Il faut espérer que cette proximité soit en mesure de compenser un niveau faible de confiance interpersonnelle dans la population des réfractaires.

Bibliographie

CAUTRÈS (Bruno), « Résilience des institutions et lassitude des opinions », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF, vague 12, février 2021*, 6 p.

FOURQUET (Jérôme), *L'Archipel français – Naissance d'une nation multiples et divisée*, Paris, Seuil, 2019.

HAROCHE (Alexandre), « Anti-vax d'hier et d'aujourd'hui », *Journal International de Médecine*, 16 février 2021.

PERRINEAU (Pascal), *Le populisme*, Presses universitaires de France, Que sais-je ?, 2021.

RAUDE (Jocelyn), « L'hésitation vaccinale : une perspective psychosociologique », *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 200(2), pp.199-209, 2016.

RAUDE (Jocelyn) et MUELLER (Judith), « Les attitudes des Français face à la vaccination : une évolution préoccupante », *Médecine*, 13(4), pp.171-174, 2017.

ROUBAN (Luc), « La France : une République désintégrée », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 12, février 2021, 10 p.

ROUBAN (Luc) et TOURNAY (Virginie), « Le populisme contre la science », *Note Le Baromètre de la confiance politique 3, Sciences Po CEVIPOF*, janvier 2019, 10 p.

TOURNAY (Virginie), « Le vaccin, la mort et le politique », *Pour la Science*, à paraître (mars 2021).

WARD (Jeremy) et al., « The French public's attitudes to a future COVID-19 vaccine: The politicization of a public health issue », *Social Science & Medicine*, 265, novembre 2020.

Édition : Florent Parmentier / Odile Gaultier-Voituriez

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : TOURNAY (Virginie) « Refuser la vaccination : analyse d'une passion française », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 12, février 2021, 16 p.

Réalisé avec le soutien de l'ANR dans le cadre du projet ComingGen n°ANR 18-CE38-0007-01.

© CEVIPOF, 2021 Virginie Tournay